



C P I C

RAPPORT ADMINISTRATIF 2023

Caisse de **P**révoyance des **I**nterprètes de **C**onférence

Rue du Stand 51 • CH-1204 GENÈVE

Tél.: +41 22 310 5920

e-mail: cpic@cpic.ch • internet: www.cpic.ch

FONDATION PRIVÉE CAISSE DE PRÉVOYANCE DES INTERPRÈTES DE CONFÉRENCE

Rapport administratif du Conseil de Fondation
Exercice 2023

TABLE DES MATIÈRES

I.	MESSAGE DU PRÉSIDENT	3
II.	RAPPORT D'ACTIVITÉ	7
	1 Bilan de l'année écoulée	7
	2 Dossiers suivis tout au long de l'année	9
III.	RAPPORT SUR LA GESTION DE FORTUNE	11
IV.	COMPTES	14
	IVa Bilan	14
	IVb Compte d'exploitation	15
	IVc Annexe.....	17
	IVd Fiche technique de l'immeuble	46
V.	RAPPORT DE L'ORGANE DE RÉVISION	48
VI.	INFORMATIONS DIVERSES	52

I. MESSAGE DE LA PRÉSIDENTE

Chères et chers bénéficiaires,

Après une année 2022 marquée par des turbulences sur les marchés financiers, 2023 devait être une année caractérisée par trois tendances : une croissance économique en repli, une inflation encore élevée et des taux d'intérêts encore en hausse en raison d'une politique monétaire mondiale restrictive. Or, contre toute attente, c'est une légère reprise économique qui a été constatée en fin d'année. L'inflation, quant à elle, baisse progressivement ce qui devrait encourager les banques centrales à commencer à renouer en 2024 avec une politique monétaire expansive.

Ainsi, les trois segments de la CPIC ont vu leur performance augmenter en 2023. Les segment croissance en euros et segment croissance en francs suisses ont bénéficié d'une hausse d'EUR 8.1%, et de CHF 4.5%, respectivement. Le segment conservateur en euros, dont le but est de préserver le capital avant la retraite, a continué de jouer son rôle de préservation du capital en 2023, avec une performance en hausse d'EUR 4.0%.

Ces résultats confortent le Conseil de Fondation dans la pertinence de l'approche adoptée par la CPIC. Les bénéficiaires profitent de la gestion prudente, équilibrée et diversifiée de leurs avoirs. En dépit d'années difficiles, les avoirs des bénéficiaires ont ainsi progressé sur le long terme. Voir la performance des parts sur le site Internet www.cpic.ch, sous «Gestion financière».

Depuis 2016, le portefeuille A est régulièrement comparé à un groupe de 50 fonds analogues diversifiés de taille significative (comportant entre 25% et 35% d'actions) : sur la période du 31 décembre 2018 au 31 décembre 2023, il figure en 1^{ère} position du classement comparatif en termes de performance nette, et en deuxième position en termes de ratio de Sharpe.*

**Indicateur de performance d'un portefeuille qui prend en compte le risque*

Voir le comparatif de performance du 31.12.2018 au 31.12.2023 sur le site Internet www.cpic.ch/storage/2024-comparatif-2018-2023-F.pdf

Depuis 2022, avec l'adoption de la Charte Environnement Social et de Gouvernance (ESG) de la CPIC, l'application de critères ESG dans la gestion des placements a été renforcée, sans toutefois que les objectifs de rendement en soient modifiés.

Par ailleurs, la CPIC participe à l'Engagement Pool suisse et à l'Engagement Pool International, par l'intermédiaire de la fondation Ethos dont elle est membre. La fondation Ethos vise au respect des critères ESG dans la gestion des placements.

Depuis l'année 2023, un rapport de durabilité concernant le portefeuille A est présenté en Assemblée Générale. Il figure également dans le rapport administratif annuel.

Au cours de l'année 2023, le Conseil de Fondation a continué de mettre l'accent sur le renforcement du dialogue avec la nouvelle génération d'interprètes pour l'encourager à se constituer une prévoyance professionnelle en vue de la retraite et à rejoindre la CPIC. Grâce aux démarches effectuées par la CPIC, des résultats encourageants en termes d'adhésion à la CPIC ont été constatés ces dernières années.

Le Conseil de Fondation souhaite rappeler l'importance d'une épargne régulière constituée en vue de la retraite, résultant tant des contributions des Institutions et Organisations internationales que des versements personnels. L'exemple montre que l'épargne régulière est récompensée à terme, d'où l'importance de cotiser dès les premières années d'activité.

Voir un exemple d'investissement à long terme de l'avoir de prévoyance professionnelle sur le site Internet www.cpic.ch, sous « Constitution de votre avoir de prévoyance ».

Il est rappelé que l'adhésion à la CPIC est maintenue quand bien même les bénéficiaires ne contribuent pas annuellement. Les bénéficiaires peuvent, par ailleurs, en tout temps verser des apports personnels jusqu'à CHF 46'000.- ou EUR 46'000.- par an (dès le 1^{er} janvier 2023) pour augmenter leur épargne retraite.

Voir la constitution de votre avoir de prévoyance et la procédure à suivre pour effectuer des versements personnels sur le site Internet www.cpic.ch, sous « Constitution de votre avoir de prévoyance ».

Depuis 2022, il est en outre possible de faire une projection d'épargne individuelle en utilisant le calculateur d'épargne mis à disposition sur le site Internet www.cpic.ch, sous « Constitution de votre avoir de prévoyance ».

En outre, depuis le 4e trimestre 2022, les relevés bancaires trimestriels individuels incluent, en 2e page, un graphique de la performance du compte individuel sur les 10 dernières années.

Enfin, le Conseil de Fondation remercie chaleureusement la Directrice, Mme Jacqueline Vicario-Locci ainsi que les membres du secrétariat de la CPIC, Mmes Anne Mornal et Daniela Zraggen, pour leur engagement et soutien actif ainsi que pour leur précieuse et efficace collaboration.

Genève, le 15 mars 2024

Anne TROILLET
Présidente du Conseil de Fondation

II RAPPORT D'ACTIVITE

1 Bilan de l'année écoulée

Le Conseil de Fondation s'est réuni à deux reprises in corpore. Outre ces deux séances, les membres du Comité de placement ainsi que la Présidente se sont réunis à diverses reprises, tant par vidéoconférence qu'en présentiel, pour examiner les questions inhérentes à la gestion financière et administrative de la Caisse.

Au 31 décembre 2022, la Caisse comptait 2'283 membres. Au cours de l'exercice, la CPIC a enregistré 67 adhésions et 87 sorties, à savoir 2 décès, 4 exclusions prononcées par l'AG de 2023, 6 transferts de droits à pension, 65 sorties pour raison d'âge (dont 33 à 70 ans), 1 démission avant âge terme, 9 rentes de retraite (dont 1 avec réversion). Ainsi, au 31 décembre 2023, elle comptait 2'263 membres.

A la clôture de l'exercice, le 31 décembre 2023, le total de la fortune au bilan s'élevait à EUR 295'622'703.09. Le capital de prévoyance des bénéficiaires actifs s'élevait à la même date à EUR 294'939'746.33.

Les dépenses totales de la CPIC se sont élevées à EUR 2'068'943.50 pour l'exercice 2023, soit l'équivalent de **0.701%** du capital de prévoyance des bénéficiaires actifs au 31 décembre 2023.

Les dépenses réalisées au titre des frais généraux directs se sont élevées en 2023 à EUR 828'914.01, soit l'équivalent de **0.281%** du capital de prévoyance des bénéficiaires actifs au 31 décembre 2023.

Les frais d'administration de la fortune se sont élevés à un total de EUR 1'240'029.49, soit l'équivalent de **0.420%** du capital de prévoyance des bénéficiaires actifs au 31 décembre 2023.

Ces frais d'administration de la fortune sont composés de commissions de gestion, de commissions négociées sur certains fonds, de droits de garde et frais divers et de frais TER.

La commission de gestion des deux banques mandatées par la CPIC s'est élevée à EUR 337'226.23 pour l'exercice 2023, soit l'équivalent de **0.114%** du capital de prévoyance des bénéficiaires actifs au 31 décembre 2023.

La commission de gestion négociée à taux préférentiel sur certains véhicules de placement collectif s'est élevée à EUR 230'236.72 pour l'exercice 2023, soit **0.078%** du capital de prévoyance des bénéficiaires actifs au 31 décembre 2023.

Les droits de garde et frais bancaires se sont élevés à EUR 180'439.54 pour l'exercice 2023, soit **0.061%** du capital de prévoyance des bénéficiaires actifs au 31 décembre 2023.

Le montant total des frais de gestion de fortune indirects (frais TER) s'est élevé à EUR 492'127.00 pour l'exercice 2023, soit l'équivalent de **0.167%** du capital de prévoyance des bénéficiaires actifs au 31 décembre 2023.

Remarque

Le taux de **0.701%** est entièrement transparent et couvre l'ensemble des prestations fournies par la CPIC en faveur de ses bénéficiaires. Il se trouve, de toute évidence, dans la fourchette basse par comparaison avec les taux de frais - bien plus élevés - habituellement pratiqués par les institutions de prévoyance.

La valeur de la part «A» est passée de EUR 253.79 au 1er janvier 2023 à EUR 274.28 au 31 décembre 2023, augmentant ainsi de 8.1%. La valeur de la part «B» est, elle, passée pendant cette même période de EUR 155.34 à EUR 161.60, augmentant ainsi de 4.0%. Finalement, la valeur de la part «C» est passée de CHF 113.41 à CHF 118.48, augmentant ainsi de 4.5%.

La Caisse bénéficie de l'exonération fiscale. Les pièces établissant qu'elle remplit les conditions d'octroi de l'exonération sont produites chaque année à l'Autorité cantonale de surveillance des fondations et des institutions de prévoyance.

2 Dossiers suivis tout au long de l'année

- Suite de la réflexion sur le renouvellement des bénéficiaires de la CPIC : notamment examen des statistiques des entrées/sorties afin de mieux cibler les démarches et discussions sur l'élargissement des moyens de communication en vue du renouvellement générationnel des bénéficiaires.
- Tenue de plusieurs réunions en présentiel dont un webinaire de présentation de la CPIC adressées essentiellement aux interprètes n'ayant pas encore de prévoyance professionnelle ; discussion avec l'AIC afin de présenter la CPIC lors de réunions AIC.
- Amélioration continue de la présentation du site Internet.
- Continuation d'utilisation de nouveaux moyens de communication pour faire connaître la CPIC : entre autres, envoi régulier d'une «brève» par messagerie électronique.
- Mise au point d'un rapport annuel de durabilité relatif au portefeuille croissance eu euros (A) et discussions avec les gérants de fortune en vue de l'établissement d'un rapport annuel de durabilité également pour les segments conservateurs en euros (B) et croissance en francs suisses (C), en conformité avec la Charte Environnement Social Gouvernance (ESG).
- Discussions sur le renouvellement du Conseil de Fondation.

III RAPPORT DE GESTION DE FORTUNE 2023

Synthèse des performances 2023 des segments A, B et C de la CPIC

Sur l'année 2023, la valeur du segment A (segment croissance en euros) est passée de EUR 253,79 à EUR 274,28, soit une variation annuelle en EUR de +8,1 %. La valeur du segment B (segment conservateur en euros) est passée de EUR 155,34 à EUR 161,60, soit une performance annuelle en EUR de +4,0 %. La valeur du segment C (segment croissance en francs suisses) est passée de CHF 113,41 à CHF 118,48, soit une variation en CHF de +4,5 %.

Revue des marchés 2023

Trois fortes tendances caractérisent l'année 2023 : une croissance économique en repli, une inflation persistante et préoccupante, puis une politique monétaire restrictive conduisant les taux à progresser tout au long de l'année. Les anticipations de croissance en décembre 2022 tablaient sur une croissance réelle mondiale anémique de 2,1 %. La croissance américaine, attendue à 0,3 %, a été la victime de la politique monétaire de la Fed. Cette dernière a en effet remonté ses taux jusqu'à 4,75 % pour lutter contre une inflation qui a atteint 4 % en fin d'année. On le sait, la prévision est un art difficile mais, une fois n'est pas coutume, certaines se sont avérées plutôt correctes : à l'aube de 2024, l'inflation reste une préoccupation majeure et l'environnement de taux élevés persiste. De part et d'autre de l'Atlantique, les taux à 10 ans demeurent largement supérieurs à leur niveau de 2020. En revanche, c'est du côté de la croissance que la surprise est survenue, et cela aura joué un rôle essentiel pour les marchés en 2023 : l'année a démarré sur des bases plutôt pessimistes et ces attentes ont été renforcées lors de la crise bancaire régionale américaine. Le constat que les hausses de taux de 2022 et du premier trimestre 2023 pouvaient endommager les plus faibles maillons de la chaîne bancaire américaine n'augurait rien de bon pour la suite. Et pourtant, cette crise bancaire fut endiguée en douze jours – la plus courte crise bancaire de l'histoire économique – et bien que des investisseurs anticipaient une détérioration des conditions de crédit, impactant alors la croissance réelle, il n'en fut rien. Au final, la croissance américaine devrait avoisiner les 2,4 % pour 2023, soit quelques 0,3 % au-dessus de son potentiel. Côté européen, la situation est moins bonne, sans être pour autant mauvaise : loin de la contraction attendue, la zone euro a vu son PIB croître de 0,5 %, en dépit de l'Allemagne qui souffre de ses alliances énergétiques passées. En Chine, les économistes attendaient une croissance de l'ordre de 4,8 %

alors que le pays aura finalement crû de 5,2%. En Suisse la croissance a également été révisée à la hausse de 0,2%. Des surprises positives en termes de croissance sont ainsi observées dans l'ensemble des principaux pays en 2023 et ces dernières ont eu une influence significative sur la valorisation des actions et des obligations d'entreprise. Mais deux autres surprises attendaient les investisseurs à la fin de 2023. En novembre, le rapport sur l'inflation américaine annonçait la victoire des banques centrales sur l'inflation. En décembre, ce fut au tour de la Réserve fédérale de surprendre marchés et économistes en opérant un revirement, du fait de ce recul perçu de l'inflation. En basculant de résolument hawkish (elle parlait de taux «plus haut pour plus longtemps») à ouvertement dovish, la Fed devenait soudainement le meilleur ami des marchés: ces derniers n'ont pas manqué de célébrer cette nouvelle par un solide rebond de fin d'année. Ainsi, les performances des marchés actions ont déjoué les attentes, le marché du crédit obligataire également. Les actions mondiales ont affiché une hausse de plus de 24% (en dollars), avec des actions «valeur» (+12,4%) qui ont sous-performé les actions «croissance» (+37,3%). Les actions européennes ne sont pas restées à la traîne (+23,2%, Eurostoxx), contrairement aux actions suisses qui affichent une performance plus modeste de +7,1%. Les «spreads» de crédit se sont contractés: ils sont ainsi passés de 4,7% à 4,1% pour les obligations high yield en zone euro et des variations similaires sont observées aux Etats-Unis. Cumulé au portage de la classe d'actif, le crédit d'entreprise aura surpris nombre d'investisseurs qui le considéraient avec méfiance en début d'année. Les actifs obligataires ont ainsi tiré également leur épingle du jeu, les indices globaux («aggregate») générant plus de 4,7% en euros.

Perspectives 2024

Suite à cette solide performance des marchés actions et des obligations d'entreprise en 2023, l'année 2024 s'ouvre ainsi sur des niveaux de valorisation qui peuvent mettre mal à l'aise. Si ce sentiment n'est pas totalement injustifié, il est nécessaire de se rappeler que la valorisation n'est qu'un des facteurs animant les marchés financiers: la situation économique et le sentiment des investisseurs jouent un rôle tout aussi important. En 2024, la croissance économique mondiale devrait demeurer solide, notamment portée par une consommation qui ne manque pas de dynamisme. L'inflation a fortement reflué, notamment en comparaison des trois dernières années, mais cette normalisation devrait désormais se poursuivre à un rythme plus modéré. Enfin, la politique monétaire, qui

pesait sur la croissance depuis 2022, a pris un nouveau tournant fin 2023 et un nombre croissant de banques centrales du G10 devraient elles aussi suivre le mouvement.

Ainsi, les trois grandes peurs qui justifiaient une forme de prudence à l'approche de 2023 ont été dissipées : une prudence excessive n'est probablement plus de mise à ce jour et des surprises positives pourraient ainsi continuer à voir le jour en 2024. Notons également que les taux réels se sont effondrés alors que le prix des matières premières demeure bas, laissant ainsi les marges des grandes entreprises en meilleure posture. La désinflation se poursuivant, le monde obligataire pourrait également continuer à générer des rendements attractifs. En conclusion, les portefeuilles diversifiés, tant décriés depuis 2022, ne semblent pas avoir dit leur dernier mot, et en 2024 pourraient poursuivre leur progression. Tout ceci, bien sûr, ne tient que si nos banquiers centraux sont bel et bien en mesure de délivrer leur atterrissage en douceur – un chemin qui reste semé d'embûches. Un atterrissage « sans douceur » changerait ainsi considérablement la donne, tant du côté actions que du côté crédit d'entreprise, accélérant la baisse des taux. Ceci n'est pas le scénario retenu pour l'année mais constitue le risque principal en-dehors des tensions géopolitiques actuelles dont les répercussions sur les marchés financiers sont difficiles à appréhender.

IV. COMPTES

IVa Bilan

	<i>Annexe</i>	<i>31.12.2023</i> <i>EUR</i>	<i>31.12.2022</i> <i>EUR</i>
<u>ACTIF</u>			
Placements		294'777'394.07	278'966'770.78
Liquidités et placements sur le marché monétaire	7.1	13'237'047.96	20'410'694.51
Créances	7.2	34'269.07	21'029.35
Obligations		109'352'929.04	99'199'270.59
Actions		83'571'828.26	84'840'147.18
Parts de fonds de placement		76'139'292.04	62'108'407.85
Immeuble	7.3	12'509'590.23	11'885'428.29
Produits dérivés	6.6	-67'562.53	501'793.01
Compte de régularisation actif	7.4	845'309.02	719'795.70
Actifs provenant de contrats d'assurance		0.00	0.00
Total de l'actif		<u>295'622'703.09</u>	<u>279'686'566.48</u>

	<i>Annexe</i>	<i>31.12.2023</i> <i>EUR</i>	<i>31.12.2022</i> <i>EUR</i>
<u>PASSIF</u>			
Dettes	7.5	407'630.09	500'140.18
Compte de régularisation passif	7.6	139'551.02	139'196.56
Provisions non techniques		135'775.65	135'143.82
Provisions générales	7.7	135'775.65	135'143.82
Capitaux de prévoyance et provisions techniques		294'939'746.33	278'912'085.92
Capital de prévoyance des bénéficiaires actifs	5.2	294'939'746.33	278'912'085.92
Réserve de fluctuation de valeur	6.4	0.00	0.00
Total du passif		<u>295'622'703.09</u>	<u>279'686'566.48</u>

IVb Compte d'exploitation

	Annexe	01.01-31.12.2023 EUR	01.01-31.12.2022 EUR
Cotisations et apports ordinaires et autres		13'948'103.49	13'014'503.39
Cotisations des salariés		4'437'254.96	4'206'749.23
Contributions de l'employeur		6'978'967.44	6'396'771.59
Cotisations supplémentaires des salariés		2'531'881.09	2'410'982.57
Prestations d'entrée		201'715.72	1'140'730.46
Apports d'avoirs de retraite et de droits à pension		201'715.72	1'140'730.46
Apports provenant de cotisations et prestations d'entrée		14'149'819.21	14'155'233.85
Prestations réglementaires		-15'822'827.60	-11'030'032.76
Autres prestations réglementaires		-431'029.99	-276'350.01
Prestations en capital à la retraite		-15'262'789.77	-10'731'879.40
Prestations en capital au décès		-129'007.84	-21'803.35
Prestations de sortie		-4'164'518.00	-3'308'996.39
Transferts d'avoirs de retraite et de droits à pension		-4'164'518.00	-3'308'996.39
Dépenses relatives aux prestations et versements anticipés		-19'987'345.60	-14'339'029.15
Dissolution(+)/Constitution(-) de capitaux de prévoyance, provisions techniques et réserves de contributions		-15'311'679.52	35'813'463.05
Dissolution(+)/Constitution(-) de capitaux de prévoyance des bénéficiaires actifs	5.2	5'855'048.31	203'098.47
Rémunération du capital-épargne	5.2	-21'166'727.83	35'610'364.58
Variation des capitaux/provisions/réserves		-15'311'679.52	35'813'463.05
Produits de prestations de réassurance		0.00	0.00
Prestations de réassurance		0.00	0.00
Charges de réassurance		-17'521.92	-19'303.17
Primes de réassurance		-17'521.92	-19'303.17
Résultat net de réassurance		-17'521.92	-19'303.17
Résultat net de l'activité de prévoyance		-21'166'727.83	35'610'364.58

	<i>Annexe</i>	<i>01.01-31.12.2023</i> <i>EUR</i>	<i>01.01-31.12.2022</i> <i>EUR</i>
Résultat net des placements	6.8	21'972'916.39	-34'883'788.94
Résultat sur liquidités		166'543.67	115'098.41
Résultat sur obligations		4'217'236.74	-12'455'611.90
Résultat sur actions		13'206'652.38	-16'811'970.86
Résultat sur fonds de placement		5'430'806.29	-2'764'617.03
Résultat sur immeuble		1'206'506.48	941423.66
Résultat sur opérations de dérivés		-1'014'799.68	-2'275'042.42
Frais d'administration de la fortune		-1'240'029.49	-1'633'068.80
Autres produits	7.8	24'571.75	79'779.34
Autres frais	7.8	-1'846.31	-6'145.15
Frais d'administration	7.9	-828'914.01	-800'209.83
Coût de l'administration générale		-782'851.10	-756'251.25
Honoraires de l'organe de révision	7.10	-36'567.08	-35'299.80
Emoluments des autorités de surveillance		-9'495.83	-8'658.78
Résultat net des activités hors prévoyance		21'166'727.83	-35'610'364.58
Différence de conversion		0.00	0.00
Excédent de charges avant constitution/dissolution de la réserve de fluctuation de valeur		0.00	0.00
Dissolution(+)/Constitution(-) de la réserve de fluctuation de valeur	6.4	0.00	0.00
Excédent net		0.00	0.00

IVc Annexe

Table des matières

	<i>Page</i>
1. Bases et organisation.....	18
2. Bénéficiaires actifs et rentiers réassurés.....	20
3. Nature de l'application du but.....	20
4. Principes d'évaluation et de présentation des comptes, permanence	21
5. Couverture des risques / Règles techniques / Degré de couverture	23
6. Explications relatives aux placements et au résultat net des placements.....	24
7. Explications relatives à d'autres postes du bilan et du compte d'exploitation	42
8. Demandes de l'autorité de surveillance.....	46
9. Autres informations relatives à la situation financière.....	46
10. Evénements postérieurs à la date du bilan.....	46

1 Bases et organisation

1.1 Forme juridique et but

Adresse	Fondation privée Caisse de Prévoyance des Interprètes de Conférence Rue du Stand 51 1204 Genève
Siège	Genève
Forme juridique	Fondation de droit privé
But	Prémunir les bénéficiaires actifs et leurs ayants droit contre les conséquences économiques de la vieillesse et du décès.

1.2 Enregistrement LPP et Fonds de garantie

La Fondation privée Caisse de Prévoyance des Interprètes de Conférence (ci-après la CPIC ou la Caisse) est régie par ses propres statuts et par les articles 80 et suivants du Code Civil Suisse. Elle est inscrite au Registre du Commerce et placée sous la surveillance de l'autorité compétente. Elle n'est pas inscrite dans le registre de la prévoyance professionnelle. Elle ne cotise pas au Fonds de garantie.

1.3 Indication des actes et des règlements

Acte constitutif	Le 11 juin 2005
Statuts	En vigueur depuis le 11 juin 2005, modifié le 20 novembre 2020.
Règlement de la Caisse	En vigueur depuis le 11 juin 2005, modifié le 24 octobre 2020.
Règlement de placement	En vigueur depuis le 1 ^{er} janvier 2013, dont les annexes I, II et III ont été modifiées le 01.10.2023 (changements d'indices de référence dans le mandat LOAM).
Règlement sur les indemnités du Conseil de Fondation	En vigueur depuis le 1 ^{er} janvier 2012, modifié le 23.11.2013.

La CPIC est une fondation de droit privé inscrite au Registre du commerce de Genève le 13 septembre 2005. Elle a repris la totalité des actifs et passifs de la Caisse de Prévoyance des Interprètes de Conférence, société coopérative constituée le 15 février 1970 et dissoute par décision de son Assemblée Générale du 11 juin 2005, selon contrat de transfert de patrimoine du 11 juin 2005. Les profits et les risques afférents au patrimoine transféré ont été repris avec effet rétroactif au 1^{er} janvier 2005.

1.4 Organe de gestion / Droit à la signature

Conseil de Fondation	Madame Anne Troillet (Présidente) Monsieur Daniel André (Vice-Président) Madame Stefka Ivanova Madame Anne-Marie Arbaji-Sfeir Madame Françoise Landgraf
Personnes habilitées à signer auprès des banques	Madame Anne Troillet (Présidente) Madame Stefka Ivanova Madame Françoise Landgraf Madame Jacqueline Vicario-Locci (Directrice)
Mode de signature	collective à deux

1.5 Expert, organe de révision, conseillers et autorité de surveillance

Organe de révision	PricewaterhouseCoopers S.A. Succursale de Genève Avenue Giuseppe-Motta 50 1202 Genève
Expert en prévoyance	Aucun, la Caisse n'a pas de passif actuariel.
Administration et comptabilité	LO Patrimonia SA Rue des Bains 33 1205 Genève
Global Custody	Lombard Odier & Cie SA Rue de la Corraterie 11 1204 Genève
Gérants de fortune	Lombard Odier Asset Management (Switzerland) SA* Rue de la Corraterie 11 1204 Genève Vontobel Asset Management SA* Bahnhofstrasse 3 8001 Zurich
Régisseur de l'immeuble	Besson Dumont Delaunay & Cie SA Route du Grand-Lancy 6A Case postale 1815 1211 Genève 26
Affiliation auprès de l'autorité de surveillance	Autorité de surveillance des fondations et des institutions de prévoyance du canton de Genève.

* Les sociétés de gestion de fortune mentionnées ci-dessus sont au bénéfice d'un agrément FINMA

1.6 Employeurs affiliés

Les employeurs des bénéficiaires sont toutes les Organisations avec lesquelles l'Association Internationale des Interprètes de Conférence (ci-après AIIC) a conclu un accord, à savoir le secteur conventionné (Union Européenne, Organisations Coordonnées, Organisations de la famille des Nations Unies, OMD, Interpol, GUFs).

2 Bénéficiaires actifs et rentiers réassurés

2.1 Bénéficiaires actifs	31.12.2023	Entrées	Sorties	31.12.2022
Nombre de bénéficiaires	2263	67	-87	2276
2.2 Rentiers réassurés	31.12.2023			31.12.2022
Nombre de rentiers	208	12	0	196

La Caisse propose aux bénéficiaires dans la tranche d'âge de 60 à 70 ans qui le souhaitent de souscrire à un système facultatif de rentes viagères au moment de leur retraite. A cet effet, la CPIC a conclu un contrat collectif de réassurance auprès des Rentes Genevoises, institution gérant entièrement le versement des rentes, garanties par la République et Canton de Genève, sur la base des primes uniques qui lui sont transférées irrévocablement par la Caisse à la retraite des bénéficiaires.

3 Nature de l'application du but

3.1 Explication des plans de prévoyance

Plan en primauté des cotisations assurant des prestations conformes au but de la Caisse (cf point 1.1) et au règlement en vigueur (cf point 1.3).

3.2 Financement, méthodes de financement

La Caisse recueille:

1) les versements opérés d'ordre et pour compte des bénéficiaires par les employeurs qui ont conclu à cet effet un accord avec l'AIIC, chaque accord fixant la contribution (part employeur/part interprète) en pourcentage de la rémunération;

2) les contributions personnelles facultatives des bénéficiaires dans les limites fixées par le Conseil de Fondation.

Les avoirs de chaque bénéficiaire sont convertis en unité de capital. La valeur du capital est régulièrement estimée et divisée par le nombre d'unités existantes. Le capital de la Caisse peut être réparti entre un ou plusieurs segments distincts (cf point 4.2).

La rémunération du capital épargne représente la variation de la valeur nette d'inventaire (cf point 5.2).

3.3 Autres informations sur l'activité de prévoyance

Aucune.

4 Principes d'évaluation et de présentation des comptes, permanence

4.1 Confirmation sur la présentation des comptes selon la Swiss GAAP RPC 26

Les comptes sont présentés selon la norme comptable Swiss GAAP RPC 26, mais en tenant compte des spécificités de la CPIC (pas de passif actuariel).

4.2 Principes comptables et d'évaluation

La tenue des comptes, l'établissement du bilan et des comptes d'exploitation et les principes d'évaluation sont régis, par analogie, par les dispositions de la Loi fédérale sur la prévoyance professionnelle vieillesse, survivants et invalidité (LPP) ainsi que l'Ordonnance sur la prévoyance professionnelle vieillesse, survivants et invalidité (OPP 2).

La fortune est gérée sur la base de trois portefeuilles ou segments: le segment « croissance » en euros (Segment A) dont l'objectif est le rendement à long terme, le segment « conservateur » en euros (Segment B), ouvert aux bénéficiaires de 55 ans et plus qui le souhaitent, dont le but est de préserver le capital retraite en limitant fortement les risques de volatilité à court terme et le segment « croissance » en francs suisses (Segment C), introduit le 1^{er} juin 2011 avec un prix d'émission fixé à CHF 100.00, ouvert à tous quelque soit l'âge, dont l'objectif est le rendement à moyen et long terme en francs suisses. La part est l'unité de capitalisation de la CPIC.

Les placements mobiliers de la fortune sont évalués mensuellement à la valeur de marché.

L'immeuble de la Caisse est évalué à la hausse ou à la baisse sur la base d'une estimation prévue à intervalle régulier en fonction d'une valeur de rendement. La dernière estimation indique une valeur de CHF 13'500'000.

L'immeuble fait partie des avoirs du segment « croissance » en euros (segment A). La répartition du capital en valeur et en unités est la suivante :

	31.12.2023 EUR	31.12.2022 EUR
Segment « croissance » en EUR (Segment A)		
Capital	266'695'350.52	249'332'681.08
Nombre d'unités	972'325	982'427
Valeur de la part	274.28	253.79
Variation annuelle en %	8.07%	-11.77%
Segment « conservateur » en EUR (Segment B)		
Capital	12'857'925.14	16'145'468.80
Nombre d'unités	79'564	103'937
Valeur de la part	161.60	155.34
Variation annuelle en %	4.03%	-2.63%
Segment « croissance » en CHF (Segment C)		
Capital	12'410'258.60	11'389'698.21
Nombre d'unités	97'376	99'162
Valeur de la part	127.45	114.86
Variation annuelle en %	10.96%*	-10.96%

* Variation annuelle en % en CHF 4.47%

4.3 Monnaie de référence des placements (voir point 6.3)

Dès le 1^{er} janvier 2009, la monnaie de référence des placements est passée du franc suisse à l'euro en raison de la domiciliation de la grande majorité des bénéficiaires de la Caisse en zone euro. Le changement a été approuvé par le Service de surveillance des fondations et des institutions de prévoyance professionnelle du canton de Genève le 18 mars 2008.

Le changement de référence a été décidé le 30.11.2007 par le Conseil de Fondation sur la base d'un rapport de recommandation des gestionnaires et a été confirmé par un nouveau rapport de ces derniers daté de février 2009.

La comptabilité est tenue en euro à partir du 1^{er} janvier 2009. Les comptes sont convertis en francs suisses conformément aux exigences légales. Les principes de conversion utilisés sont les suivants :

- les postes du bilan sont convertis au taux de clôture, à savoir à 0.92967 au 31.12.2023 et à 0.98741 au 31.12.2022;
- les comptes de résultat en euro sont convertis au taux de clôture à l'exception des frais d'administration et des résultats nets des placements qui sont convertis au taux du jour;
- les écarts de change sont enregistrés dans le compte de résultat.

4.4 Modification des principes comptables, d'évaluation et de présentation des comptes

Aucune modification en 2023.

5 Couverture des risques/Règles techniques/Degré de couverture

5.1 Nature de la couverture des risques, réassurance

La Caisse offre la possibilité aux bénéficiaires de souscrire à leur charge à une assurance collective conclue directement entre la Caisse et une compagnie d'assurance :

Helsana Assurance S.A. Assurance collective en cas d'accidents prévoyant des capitaux décès et invalidité ou invalidité seule.

Cette assurance est indépendante du capital de prévoyance constitué par les bénéficiaires auprès de la Caisse. Cette assurance est facultative.

5.2 Evolution et rémunération des avoirs-épargne en primauté des cotisations

Actifs	31.12.2023 EUR	31.12.2022 EUR
Solde au 1^{er} janvier	278'912'085.92	314'021'397.55
Cotisations des salariés	4'437'254.96	4'206'749.23
Contributions de l'employeur	6'978'967.44	6'396'771.59
Cotisations supplémentaires des salariés	2'531'881.09	2'410'982.57
Apports avoirs retraite et droits à pension	201'715.72	1'140'730.46
Primes d'assurance collective A	-17'521.92	-19'303.17
Autres prestations réglementaires	-431'029.99	-276'350.01
Prestation en capital à la retraite	-15'262'789.77	-10'731'879.40
Prestation en capital au décès	-129'007.84	-21'803.35
Transferts avoirs retraite et droits à pension	-4'164'518.00	-3'308'996.39
Mouvement de la période	-5'855'048.31	-203'098.47
Rémunération du capital-épargne	21'166'727.83	-35'610'364.58
Ecart de conversion	715'980.89	704'151.42
Total du capital de prévoyance des bénéficiaires actifs	294'939'746.33	278'912'085.92

Le capital de prévoyance comprend les soutes de contributions des bénéficiaires non encore converties en unité de capital.

5.3 Résultat de la dernière expertise actuarielle

Le Conseil de Fondation n'a pas recours à une expertise actuarielle, la Caisse n'ayant pas de passif actuariel.

5.4 Degré de couverture selon article 44 OPP 2

Pas applicable, la Caisse n'ayant pas de passif actuariel.

6 Explications relatives aux placements et au résultat net des placements

6.1 Organisation de l'activité de placement, règlement de placement

Le Conseil de Fondation a défini la politique de placement et l'a consignée dans un règlement de placement (cf point 1.3). Ce règlement est établi dans l'esprit de l'article 71 de la LPP et des articles 49 à 59 de l'OPP2. Il complète les dispositions réglementaires de la CPIC.

Le Conseil de Fondation a désigné un Comité de placement. Ce dernier a la responsabilité de l'exécution de l'administration de la fortune (cf point 1.5 concernant les gérants de fortune).

Rétrocessions:

LOAM: En date du 4 janvier 2024, Lombard Odier Asset Management (Switzerland) SA a confirmé par écrit qu'aucune rétrocession n'a été perçue durant l'exercice 2023.

Vontobel: En date du 5 janvier 2024, Vontobel SA a confirmé par écrit qu'aucune rétrocession n'a été perçue durant l'exercice 2023.

6.2 Allocation stratégique

Segment A

Dès le 1^{er} octobre 2023, les limites de placement sont les suivantes (à l'exception de l'immeuble en détention directe):

Catégories de placement	Poids neutres	min.-max.
Placements traditionnels		
Liquidités et court terme en euro Obligations en euro Obligations en devises hors euro Obligations des pays émergents Actions suisses Actions européennes (ex-Suisse) Actions globales (ex-Europe, exEmMa) Actions marchés émergents	80 %	0-100 % dont max 50 % en lettres de gage
Immobilier	5 %	0-15 %
Infrastructure	5 %	0-10 %
Placements alternatifs		
Placements en stratégies alternatives Matières premières Titres liés au risque d'assurance	10 %	0-20 %
Private equity		0-5 %
Tous les placements		
Total Placements libellés en euro, y compris les placements libellés en autres monnaies avec une couverture du risque de change		40-100 %

Segment B

Dès le 1^{er} octobre 2023, les limites de placement sont les suivantes :

Catégories de placement (Classe d'actifs)	Limites de placement	Total des placements libellés en EUR, y compris les placements libellés en autres monnaies avec une couverture du risque de change
Placements traditionnels		10 - 100 %
Liquidités et placements à court terme en EUR	0 - 100 %	
Obligations et autres créances à moyen et long termes	0 - 100 %	
Actions suisses et étrangères cotées en bourse (pays développés et pays émergents)	0 - 5 %	
Placements alternatifs		
Stratégies alternatives	0 - 8 %	
Matières premières		

Segment C

Dès le 1^{er} octobre 2023, les limites de placement sont les suivantes :

Catégories de placement (Classes d'actifs)	Limites de placement
Placements traditionnels	
Liquidités et placement à court terme Obligations et autres créances à moyen et long termes	Max 100 %, dont max 50 % en lettres de gage
Actions suisses et étrangères cotées en bourse	Max 50 %
Immobilier situé en Suisse et à l'étranger	Max 30 %, dont max 10 % en immobilier situé à l'étranger
Infrastructure	Max 10 %
Placements alternatifs	
Placements en stratégies alternatives Matières premières Titres liés aux risques d'assurance Dettes alternatives	Max 25 %
Tous les placements	
Placements libellés en monnaies autres que CHF sans couverture du risque de change	Max 30 %

6.3 Extensions des limites de placement (art. 50 al.4 OPP 2)

Segment «croissance» en EUR (Segment A)

L'allocation stratégique ainsi que la limite maximum pour les monnaies étrangères dépasse largement le plafond maximum fixé par l'art. 55 let.e OPP2. Ce dépassement se justifie néanmoins par le fait que la grande majorité (plus de 90 %) des bénéficiaires de la Caisse est basée hors de Suisse et qu'environ 80 % de ces bénéficiaires résident dans la zone euro. Partant de ce constat, le Conseil de Fondation a décidé, sur recommandation des gestionnaires de fortune, de basculer la monnaie de référence des portefeuilles du franc suisse à l'euro à compter du 1^{er} janvier 2009, dans le but d'obtenir le meilleur alignement possible entre les prestations fournies par la Caisse et la monnaie de référence de la grande majorité des bénéficiaires. Un rapport détaillé sur les diverses étapes du passage à l'euro a été rédigé par la banque Lombard Odier & Cie SA en février 2009. Une stratégie de placement favorisant une pondération importante des investissements dans la monnaie de référence est conforme à la tolérance au risque de la Caisse qui a été définie par le Conseil de Fondation.

Les exigences de sécurité sont donc remplies pour l'extension des possibilités de placement en application de l'art. 50 al. 4 OPP2.

Dans sa teneur du 1^{er} janvier 2009, l'OPP2 prévoit une limite de 15 % pour l'ensemble des placements alternatifs, nouvellement inclus dans le catalogue de placements autorisés de l'art. 53 OPP2. Conformément à l'art. 50 al. 4 OPP2, cette disposition peut faire l'objet d'une extension de placement pour autant que les principes de sécurité et de répartition appropriée des risques soient respectés. Le Conseil de Fondation a décidé de déroger à cette limite légale (art. 55 let. d OPP2) afin de maintenir la limite de 25 %, prévue dans le règlement de placement établi sous l'ancienne OPP2, laquelle ne prévoyait pas de limite spécifique aux placements alternatifs (ces derniers n'ayant pas eu de statut de placement autorisé). En effet, l'application de la limite de 25 % par le passé n'a à aucun moment mis en péril le respect du principe de sécurité des placements. Cette extension s'explique d'une part par le recours important à des fonds d'allocation d'actifs, qualifiés d'alternatifs au regard de l'OPP2 mais largement diversifiés, soumis à une surveillance prudentielle (UCITS III) et permettant une liquidité quotidienne. Cette extension se justifie également par la nécessité de s'appuyer sur des actifs et des stratégies présentant des caractéristiques stabilisatrices et de diversification en périodes des marchés baissiers, tel que démontré dans le rapport concluant établi par la Banque Lombard Odier & Cie SA et Vontobel Asset Management AG et présenté au Conseil de Fondation le 30 octobre 2004.

Les exigences de sécurité sont donc remplies pour l'extension des possibilités de placement en application de l'art. 50 al. 4 OPP2.

Segment « conservateur » en EUR (Segment B)

L'allocation stratégique ainsi que la limite maximum prévue pour les placements libellés en monnaies étrangères dépasse largement le plafond maximum fixé par l'art. 55 let. e OPP2. Ce dépassement se justifie néanmoins par le fait que la grande majorité (plus de 90 %) des bénéficiaires de la Caisse est basée hors de Suisse et qu'env. 80 % de ces bénéficiaires résident dans la zone euro. Partant de ce constat, le Conseil de Fondation a décidé, sur recommandation des gestionnaires de fortune, de basculer la monnaie de référence des portefeuilles du franc suisse à l'euro à compter du 1^{er} janvier 2009, dans le but d'obtenir le meilleur alignement possible entre les prestations fournies par la Caisse et la monnaie de référence de la grande majorité des bénéficiaires. Un rapport détaillé sur les diverses étapes du passage à l'euro a été rédigé par la Banque Lombard Odier & Cie SA en février 2009. Une stratégie de placement favorisant une pondération importante des investissements dans la monnaie de référence est conforme à la tolérance au risque de la Caisse qui a été définie par le Conseil de Fondation.

Les exigences de sécurité sont donc remplies pour l'extension des possibilités de placement en application de l'art. 50 al. 4 OPP2.

Segment « croissance en CHF » (Segment C)

Sur la base d'une recommandation émise par la banque Lombard Odier & Cie SA en mars 2011, le Conseil de Fondation a décidé d'introduire un segment croissance en francs suisses entré en vigueur le 1^{er} juin 2011. Cette décision a été validée par le Comité de placement de la Fondation selon procès-verbal du 18 mars 2011.

Dans sa teneur du 1^{er} janvier 2009, l'OPP2 prévoit une limite de 15 % pour l'ensemble des placements alternatifs, nouvellement inclus dans le catalogue de placements autorisés de l'art. 53 OPP2. Conformément à l'art. 50 al.4 OPP2, cette disposition peut faire l'objet d'une extension de placement pour autant que les principes de sécurité et de répartition appropriée des risques soient respectés. Le Conseil de Fondation a décidé de déroger à cette limite légale (art. 55 let. d OPP2) afin de maintenir la limite de 25 %, prévue dans le règlement de placement établi sous l'ancienne OPP2, laquelle ne prévoyait pas de limite spécifique aux placements alternatifs (ces derniers n'ayant pas eu de statut de placement autorisé). En effet, l'application de la limite de 25 % par le passé n'a à aucun moment mis en péril le respect du principe de sécurité des placements. Cette extension s'explique d'une part par le recours à des fonds d'allocation d'actifs, qualifiés d'alternatifs au regard de l'OPP2 mais largement diversifiés, soumis à une surveillance prudentielle (UCITS III) et permettant une liquidité

quotidienne. Cette extension se justifie également par la nécessité de s'appuyer sur des actifs et des stratégies présentant des caractéristiques stabilisatrices et de diversification, tels que les matières premières.

Les exigences de sécurité sont donc remplies pour l'extension des possibilités de placement en application de l'art. 50 al. 4 OPP2.

Référence à l'euro

Dès le 1^{er} janvier 2009, la monnaie de référence des placements est passée du franc suisse à l'euro en raison de la domiciliation de la grande majorité des bénéficiaires de la Caisse en zone euro. Le changement a été approuvé par le Service de surveillance des fondations et des institutions de prévoyance professionnelle du canton de Genève le 18 mars 2008.

Le changement de référence a été décidé le 30 novembre 2007 par le Conseil de Fondation sur la base d'un rapport de recommandation des gestionnaires et a été confirmé par un nouveau rapport de ces derniers daté de février 2009.

Rapport de Durabilité au 31.12.2023

I. Charte ESG (Environnemental Social et de Gouvernance) de la CPIC applicable aux trois segments: quels sont les points importants mis en avant par la CPIC ?

- > La CPIC veille à ce que les principes de développement durable soient pris en compte dans la gestion des avoirs de ses bénéficiaires, dans le respect des principes généraux de rendement, de sécurité, de diversification et de liquidité des placements.
- > En matière d'investissements, la CPIC vise à conjuguer les exigences économiques, écologiques et sociales du développement durable avec la réalisation des rendements nécessaires à l'accomplissement de sa mission.
- > La CPIC veille à un dialogue constant avec ses gestionnaires de fortune afin que ses avoirs prennent en compte les principes de l'investissement responsable.
- > La CPIC encourage ses gestionnaires de fortune à viser la réduction de l'exposition de leurs portefeuilles aux émissions de carbone - Accords de Paris (COP21) et de Glasgow (COP26).
- > La CPIC n'investit pas directement dans les titres des entreprises principalement actives dans:
 - l'armement controversé, l'extraction non conventionnelle de pétrole, la production de charbon, les jeux de hasard, la pornographie, le tabac ;
 - les entreprises qui recourent au travail des enfants ou dont l'activité est marquée par des violations systématiques des Droits Humains ;
 - les dérivés sur les matières premières agricoles.

Source pour les points IIa à IId: étude ESG réalisée par le dépositaire global des titres (Banque Lombard Odier & Cie SA)

IIa. Analyse de Durabilité du portefeuille A consolidé

L'analyse de durabilité du portefeuille A consolidé au 31.12.2023 indique une exposition nulle ou marginale aux secteurs identifiés comme ayant un effet préjudiciable d'un point de vue environnemental ou social par la charte ESG de la CPIC.

IIb. Note de matérialité du portefeuille A consolidé

La note de matérialité (réalité du terrain) évalue la qualité des pratiques commerciales des entreprises sur les questions environnementales, sociales et de gouvernance les plus importantes pour leur secteur d'activité.

Une note supérieure à B est généralement considérée comme supérieure à la moyenne (max: A+ / min: D).

Sur la base de la méthodologie Lombard Odier, le portefeuille A consolidé obtient un score de B+, ce qui est un très bon résultat.

La couverture d'analyse du portefeuille A est légèrement en dessous de la moyenne du marché notamment par le fait que celui-ci a une allocation importante en immobilier, matières premières, infrastructure et à l'utilisation de positions synthétiques (fonds All Roads). Ce taux augmentera au fil de du temps et de la disponibilité des données ESG sur ces classes d'actifs.

IIc. Température et émissions du portefeuille A consolidé

Température

L'augmentation de la température de la planète en 2100, si l'ensemble de l'économie se comportait comme la Part A consolidée, serait de +2.3°C. En comparaison, l'indice actions MSCI Monde contribue à une augmentation de la température de l'ordre de +2.7°C. La trajectoire d'accroissement de la température mondiale d'ici 2100 du portefeuille A consolidé est donc en-dessous de la moyenne du marché mais légèrement au-dessus des objectifs de l'accord de Paris de 2015 (+ 2°C). Il s'agit de continuer les efforts pour converger toujours davantage vers l'objectif à atteindre.

Empreinte carbone

Les émissions de carbone du portefeuille A représentent 391 tCO₂e (tonnes équivalent CO₂) par MUSD (Million US Dollar) investi ou l'équivalent de 387 vols allers-retours New-York – Paris. Il s'agit là aussi de continuer les efforts pour réduire toujours davantage l'empreinte carbone.

Remarque : l'alignement de température évalue la trajectoire des émissions du portefeuille (vision prospective) alors que l'empreinte carbone mesure seulement le volume actuel des émissions.

IId. Suivi des controverses du portefeuille A consolidé

Les controverses se réfèrent à l'identification de sociétés impliquées dans des événements spécifiques en violation des normes et standards internationaux, basés notamment sur les 10 principes du Pacte Mondial des Nations Unies.

Elles sont classées de 1 à 5 en fonction de leur gravité. Nous mettons l'accent sur les plus graves d'entre elles, signalées aux niveaux 4 (violations graves) et 5 (violations très graves).

Elles portent sur des violations des bonnes pratiques Environnementales, Sociales et de Gouvernance.

Les controverses de niveau 5 représentent 0.09 % (0.15 % en 2022) du portefeuille, réparties comme suit :

0.00 % **E** ; 0.03 % **S** ; 0.06 % **G**.

Les controverses de niveau 4 représentent 3.59 % (2.28 % en 2022) du portefeuille, réparties comme suit :

0.39 % **E** ; 1.93 % **S** ; 1.30 % **G**.

L'exposition est nulle ou marginale aux secteurs identifiés comme ayant un effet préjudiciable d'un point de vue environnemental, gouvernemental ou social par la charte ESG de la CPIC. Un effort reste à faire en matière sociale, même si le portefeuille A consolidé a déjà atteint une exposition faible aux controverses sociales publiques (ex. Bayer qui fait l'objet d'un suivi).

Source pour le point III: Rapports Ethos 2023 sur l'EEP suisse et international

III. Activités d'engagements

La CPIC est membre d'Ethos, Fondation suisse pour un développement durable.

Cette fondation a pour but de favoriser la prise en compte, dans les activités d'investissement, des principes du développement durable, et de promouvoir un environnement socio-économique stable et prospère, au bénéfice de la société civile dans son ensemble.

La CPIC participe à l'Ethos Engagement Pool suisse et à l'Ethos Engagement Pool international, pour ce qui est de l'engagement actionnarial dans le cadre des investissements en actions suisses et internationales. L'engagement actionnarial a pour objectif de renforcer

la responsabilité sociale et environnementale des sociétés concernées, d'améliorer leur gouvernance pour, à terme, réduire le niveau de controverses de certains investissements compris dans les portefeuilles de la CPIC.

Exemples d'engagement actionnarial en 2023 :

E : changement climatique et biodiversité

Ex. : Soutien à la campagne pluriannuelle visant à inciter des entreprises ciblées à adopter des stratégies « net zéro » crédibles.

S : droits humains et des travailleurs

Ex. : Déclaration d'investisseurs pour appeler les entreprises à soutenir les droits humains en Iran.

G : droits des actionnaires et rémunération des dirigeants/membres de conseils d'administration

Ex. : Déclaration d'investisseurs aux autorités de régulation japonaises pour les inciter à mettre en place un cadre législatif facilitant l'indépendance et la diversité des conseils d'administration d'ici 2030.

6.4 Objectifs et calcul de la réserve de fluctuation de valeur

Pas applicable pour les placements mobiliers, la Caisse n'ayant pas de passif actuariel.

6.5 Présentation des placements par catégories des trois segments consolidés

La notion de « devises étrangères » se réfère à une devise autre que la monnaie de référence des segments.

Placement de la fortune / répartition des risques

Catégorie de placements	Total au	Total au
	31.12.2023	31.12.2022
	%	%
Créances et comptes de régularisation actif	0.30 %	0.27 %
Liquidités/placements monétaires en francs suisses	0.44 %	2.82 %
Liquidités/placements monétaires en devises étrangères	2.93 %	3.56 %
Total des liquidités et divers	3.67 %	6.65 %
Obligations en francs suisses	0.19 %	0.00 %
Obligations en EUR	29.66 %	29.59 %
Obligations en devises étrangères hors euro	5.73 %	5.55 %
Total des obligations - (direct et indirect)	35.58 %	35.14 %
Actions suisses	9.30 %	11.45 %
Actions étrangères	19.72 %	19.20 %
Total des actions - (direct et indirect)	29.02 %	30.65 %
Immobilier	5.88 %	4.96 %
Infrastructure	3.93 %	3.81 %
Immeuble – détention directe	5.04 %	4.94 %
Total immobilier et infrastructure	14.85 %	13.71 %
Métaux et matières premières	2.57 %	3.51 %
Placements alternatifs	14.34 %	10.17 %
Placements collectifs et directs	100.03 %	99.82 %
Placements de dérivés	-0.03 %	0.18 %
Placements collectifs et directs	100.00 %	100.00 %
Indication sur les placements en devises étrangères		
Placements en devises étrangères bruts	74.66 %	71.13 %
Dérivés sur devises	5.32 %	7.04 %
Total placements en devises étrangères nets	79.98 %	78.17 %

6.5.1 Présentation des placements par catégories / Segment A

Placement de la fortune / répartition des risques

Catégorie de placements	Total au 31.12.2023 %	Total au 31.12.2022 %
Créances et comptes de régularisation actif	0.30 %	0.28 %
Liquidités/placements monétaires en francs suisses	0.09 %	1.07 %
Liquidités/placements monétaires en devises étrangères	0.83 %	1.25 %
Total des liquidités et divers	1.22 %	2.60 %
Obligations en francs suisses	0.22 %	0.00 %
Obligations en EUR	31.41 %	31.06 %
Obligations en devises étrangères hors euro	6.49 %	6.47 %
Total des obligations - (direct et indirect)	38.12 %	37.53 %
Actions suisses	9.16 %	12.53 %
Actions étrangères	22.16 %	22.26 %
Total des actions - (direct et indirect)	31.32 %	34.79 %
Immobilier	6.35 %	5.25 %
Infrastructure	4.22 %	4.44 %
Total immobilier et infrastructure	10.57 %	9.69 %
Métaux et matières premières	2.92 %	4.10 %
Placements alternatifs	15.88 %	11.08 %
Placements collectifs et directs - hors dérivés	100.03 %	99.79 %
Placements de dérivés	-0.03 %	0.21 %
Placements collectifs et directs	100.00 %	100.00 %
Placements sous gestion	94.60 %	94.56 %
Immeuble – détention directe	5.40 %	5.44 %
Fortune segment A	100.00 %	100.00 %
Total placements alternatifs	17.77 %	14.34 %
Indication sur les placements en devises étrangères		
Placements en devises étrangères bruts	75.37 %	72.06 %
Dérivés sur devises	5.70 %	7.75 %
Total placements en devises étrangères nets	81.07 %	79.81 %

6.5.2 Présentation des placements par catégories / Segment B

Placement de la fortune / répartition des risques

Catégorie de placements	<i>Total au 31.12.2023 %</i>	<i>Total au 31.12.2022 %</i>
Créances et comptes de régularisation actif	0.08 %	0.00 %
Liquidités/placements monétaires en francs suisses	0.00 %	0.00 %
Liquidités/placements monétaires en devises étrangères	<u>49.23 %</u>	<u>42.53 %</u>
Total des liquidités et divers	49.31 %	42.53 %
Obligations en EUR	43.08 %	50.36 %
Obligations en devises étrangères hors euro	<u>0.00 %</u>	<u>0.00 %</u>
Total des obligations - (direct et indirect)	43.08 %	50.36 %
Actions étrangères	<u>3.50 %</u>	<u>1.66 %</u>
Total des actions - (direct et indirect)	3.50 %	1.66 %
Immobilier	0.00 %	0.00 %
Infrastructure	<u>0.00 %</u>	<u>0.00 %</u>
Total immobilier et infrastructure	0.00 %	0.00 %
Fonds de placement Mix OPP 2	0.00 %	0.00 %
Produits structurés	0.00 %	0.00 %
Contrats de change à terme	0.00 %	0.00 %
Dérivés	0.00 %	0.00 %
Autres fonds de placements*	<u>4.11 %</u>	<u>5.45 %</u>
Placements collectifs et directs - hors dérivés	100.00 %	100.00 %
Placements de dérivés	<u>0.00 %</u>	<u>0.00 %</u>
Placements collectifs et directs	<u>100.00 %</u>	<u>100.00 %</u>
Indication sur les placements en devises étrangères		
Placements en devises étrangères bruts	96.42 %	98.34 %
Dérivés sur devises	0.00 %	0.00 %
Total placements en devises étrangères nets	96.42 %	98.34 %

* Les fonds de placement multi-actifs dans lesquels il a été investi ont fait l'objet d'une analyse par catégories d'actifs (liquidités, obligations et actions étrangères).

6.5.3 Présentation des placements par catégories / Segment C

Placement de la fortune / répartition des risques

Catégorie de placements	Total au	Total au
	31.12.2023	31.12.2022
	%	%
Créances et comptes de régularisation actif	0.45 %	0.44 %
Liquidités/placements monétaires en francs suisses	8.16 %	46.27 %
Total des liquidités et divers	8.61 %	46.71 %
Obligations en francs suisses	55.58 %	16.97 %
Total des obligations - (direct et indirect)	55.58 %	16.97 %
Actions suisses	28.12 %	16.97 %
Total des actions - (direct et indirect)	28.12 %	16.97 %
Placement de dérivés	-6.49 %	-0.01 %
Autres fonds de placement*	3.19 %	8.44 %
Immobilier	4.68 %	4.58 %
Infrastructure	6.31 %	6.34 %
Placements collectifs et directs	100.00 %	100.00 %
Indication sur les placements en devises étrangères		
Placements en devises étrangères bruts	0.00 %	0.00 %
Total placements en devises étrangères nets	0.00 %	0.00 %

* Les fonds de placement multi-actifs dans lesquels il a été investi ont fait l'objet d'une analyse par catégories d'actifs (liquidités, obligations et actions suisses).

6.6 Instruments financiers dérivés en cours (ouverts)

Segment A

Contrat	Devise	Position	Date d'échéance	31.12.2023
				EUR
ACHAT	EUR	1'797'808.82		
VENTE	USD	-2'000'000.00	26.03.24	-6'522.28
ACHAT	EUR	1'162'164.62		
VENTE	AUD	-1'899'000.00	19.03.24	-10'058.62
ACHAT	EUR	7'184'339.39		
VENTE	USD	7'909'000.00	19.03.24	47'157.80
ACHAT	EUR	5'170'742.40		
VENTE	CHF	4'888'000.00	19.03.24	-113'347.48
Total des contrats de devises à terme				-82'770.58

Segment A

<i>Contrat</i>	<i>Devise</i>	<i>Position</i>	<i>Date d'échéance</i>	<i>31.12.2022</i>
				<i>EUR</i>
ACHAT	EUR	2'596'485.40		
VENTE	CHF	-2'500'000.00	13.04.23	54'745.81
ACHAT	EUR	5'085'487.04		
VENTE	USD	-5'000'000.00	13.04.23	436'794.29
ACHAT	EUR	5'536'537.67		
VENTE	USD	-5'931'000.00	31.03.23	10'446.40
ACHAT	EUR	5'106'747.87		
VENTE	CHF	-5'014'000.00	31.03.23	14'520.45
ACHAT	EUR	1'152'983.66		
VENTE	AUD	-1'840'000.00	31.03.23	-13'284.79
Total des contrats de devises à terme				503'222.16

Segment C

<i>Contrat</i>	<i>Devise</i>	<i>Position</i>	<i>Date d'échéance</i>	<i>31.12.2023</i>
				<i>EUR</i>
ACHAT	CHF	193'815.95		
VENTE	USD	-2'260.00	19.03.24	5'548.13
ACHAT	CHF	448'374.54		
VENTE	EUR	-475'000.00	19.03.24	9'659.92
Total des contrats de devises à terme				15'208.05

Segment C

<i>Contrat</i>	<i>Devise</i>	<i>Position</i>	<i>Date d'échéance</i>	<i>31.12.2022</i>
				<i>EUR</i>
ACHAT	CHF	174'204.03		
VENTE	USD	-190'000.00	21.03.23	-109.04
ACHAT	CHF	456'558.76		
VENTE	EUR	-465'000.00	21.03.23	-1'320.11
Total des contrats de devises à terme				-1'429.15

Dans le cadre de son approche de gestion pilotée par le risque, la banque Lombard Odier & Cie SA (ci-après LO) applique une couverture rigoureuse des investissements en monnaies étrangères, hors pays émergents. Elle considère, en effet, que le risque de change des monnaies du G10 n'étant pas rémunéré à long-terme (contrairement aux expositions en actions et obligations), il est judicieux de protéger la fortune de ces fluctuations. Ainsi, des ventes à termes de devises sont faites régulièrement, à hauteur de la valeur des positions-titres sous-jacentes avec une déviation maximum de plus ou moins cinq points de pourcentage. Si la devise étrangère se déprécie contre l'euro, cette vente à terme se solde par un gain. En revanche, si la devise étrangère s'apprécie, la vente à terme se solde par une perte. Quoi qu'il en soit, ce gain ou cette perte viennent en compensation du gain ou de la perte réalisée au travers de l'actif financier détenu dans la monnaie en question. L'opération est donc neutre au final.

D'autre part, la banque LO utilise des contrats futures sur obligations et actions à des fins de gestion efficiente du portefeuille. Ainsi la banque LO traite des contrats « futures » afin d'ajuster l'exposition à une classe d'actifs (actions, obligations). Ces transactions permettent une gestion dynamique des expositions à moindre frais comparé à l'achat et la vente de titres ou de fonds.

Dans le mandat confié à Vontobel Asset Management SA, le gérant utilise en majorité des contrats à terme (forward contracts) pour gérer l'exposition-cible, au niveau du portefeuille, dans les monnaies étrangères.

En effet, pour certaines classes d'actifs, l'exposition en monnaies étrangères de l'indice de référence est hedgée et le gérant utilise donc, des contrats à terme pour avoir cette exposition.

En outre, il est aussi permis d'utiliser des futures sur indices et des options put. Cependant, elles ne sont utilisées que dans de très rares occasions.

6.7 Valeur de marché des titres prêtés

A la date du bilan, la Caisse n'a pas de titres prêtés.

6.8 Explications du résultat net des placements Consolidée

	31.12.2023 EUR	31.12.2022 EUR
Intérêts sur comptes courants	-54.37	-15'256.068
Bénéfices/pertes de change sur comptes courants	-81'675.36	463'314.87
Résultat réalisé	-7'766.20	-8'031.11
Résultat non réalisé	256'039.60	-324'929.28
Résultat brut sur liquidités	166'543.67	115'098.42
Intérêts	863'017.12	809'972.38
Résultat réalisé	-2'146'358.72	226'888.34
Résultat non réalisé	5'373'996.34	-13'651'488.62
Rendement TER	126'582.00	159'016.00
Résultat brut sur obligations	4'217'236.74	-12'455'611.90
Dividendes	1'143'734.84	1'150'686.50
Résultat réalisé	7'843'723.60	7'697'593.90
Résultat non réalisé	4'125'015.93	-25'853'050.27
Rendement TER	94'178.00	192'799.00
Résultat brut sur actions	13'206'652.37	-16'811'970.87
Dividendes	810'904.81	670'953.16
Résultat réalisé	1'221'688.00	1'096'573.44
Résultat non réalisé	3'126'846.48	-5'042'606.63
Rendement TER	271'367.00	510'463.00
Résultat brut sur fonds de placement	5'430'806.29	-2'764'617.03
Produits	613'748.59	610'044.92
Charges	-147'278.06	-205'919.54
Dotation aux provisions	-109'113.66	-105'958.01
Variation de la valeur sur immeuble (effet de change)	849'149.61	643'256.29
Variation de la valeur sur immeuble (réévaluation)	0.00	0.00
Résultat brut sur immeuble	1'206'506.48	941'423.66
Résultat sur contrats de devises à terme	-61'090.22	-2'380'633.01
Résultat sur autres dérivés	-415'694.09	-432'424.78
Résultat non réalisé sur autres dérivés	-538'015.37	538'015.37
Résultat brut sur opérations de dérivés	-1'014'799.68	-2'275'042.42
Commission de gestion	-337'226.23	-340'717.91
Commission négociée sur certains fonds	-230'236.72	-252'721.91
Droits de garde et frais divers	-180'439.54	-177'350.98
Frais TER	-492'127.00	-862'278.00
Frais d'administration de la fortune	-1'240'029.49	-1'633'068.80
Résultat net des placements	<u>21'972'916.38</u>	<u>-34'883'788.94</u>

6.8.1 Explications du résultat net des placements Segment A

	31.12.2023 EUR	31.12.2022 EUR
Intérêts sur comptes courants	-54.37	-14'461.61
Bénéfices/pertes de change sur comptes courants	-78'829.61	457'558.01
Résultat brut sur liquidités	-78'883.98	443'096.40
Intérêts	863'017.12	809'972.38
Résultat réalisé	-2'145'513.18	229'854.69
Résultat non réalisé	5'732'205.70	-13'520'707.02
Rendement TER	113'887.00	155'422.00
Résultat brut sur obligations	4'563'596.64	-12'325'457.95
Dividendes	1'143'734.84	1'150'686.50
Résultat réalisé	7'866'099.28	7'700'560.25
Résultat non réalisé	4'329'957.13	-25'809'829.66
Rendement TER	94'178.00	192'799.00
Résultat brut sur actions	13'433'969.25	-16'765'783.91
Dividendes	596'657.93	499'721.45
Résultat réalisé	1'199'179.11	1'151'230.57
Résultat non réalisé	1'802'512.34	-2'916'596.16
Rendement TER	224'816.00	396'397.00
Résultat brut sur fonds de placement	3'823'165.38	-869'247.14
Produits	613'748.59	610'044.92
Charges	-147'278.06	-205'919.54
Dotation aux provisions	-109'113.66	-105'958.01
Variation de la valeur sur immeuble (effet de change)	849'149.61	643'256.29
Variation de la valeur sur immeuble (réévaluation)	0.00	0.00
Résultat brut sur immeuble	1'206'506.48	941'423.66
Résultat sur contrats de devises à terme	-90'624.26	-2'387'268.91
Résultat sur autres dérivés	-415'694.09	-432'424.78
Résultat non réalisé sur autres dérivés	-538'015.37	538'015.37
Résultat brut sur opérations de dérivés	-1'044'333.72	-2'281'678.32
Commission de gestion	-323'673.99	-324'573.36
Commission négociée sur certains fonds	-207'945.72	-228'017.91
Droits de garde et frais divers	-162'618.46	-158'146.21
Frais TER	-432'881.00	-744'618.00
Frais d'administration de la fortune	-1'127'119.17	-1'455'355.48
Résultat net des placements Segment A	<u>20'776'900.88</u>	<u>-32'313'002.74</u>

6.8.2 Explications du résultat net des placements Segment B

	31.12.2023 EUR	31.12.2022 EUR
Bénéfices/pertes de change sur comptes courants	-456.04	-316.61
Résultat non réalisé	268'899.00	-238'300.63
Résultat brut sur liquidités	268'442.96	-238'617.24
Intérêts	0.00	0.00
Résultat réalisé	36'998.00	0.00
Résultat non réalisé	239'690.97	-98'779.70
Rendement TER	12'695.00	3'594.00
Résultat brut sur obligations	289'383.97	-95'185.70
Dividendes	0.00	0.00
Résultat réalisé	0.00	0.00
Résultat non réalisé	26'044.00	-11'218.70
Résultat net sur actions	26'044.00	-11'218.70
Dividendes	28'704.00	0.00
Résultat réalisé	23'844.75	-3'190.77
Résultat non réalisé	31'494.27	-36'840.18
Rendement TER	0.00	12'608.00
Résultat brut fonds de placement	84'043.02	-27'422.95
Commission de gestion	-162.84	-2'270.08
Commission négociée sur certains fonds	-22'291.00	-24'704.00
Droits de garde et frais divers	-9'907.19	-10'807.10
Frais TER	-12'695.00	-16'202.00
Frais d'administration de la fortune	-45'056.03	-53'983.18
Résultat net des placements Segment B	<u>622'857.92</u>	<u>-426'427.77</u>

6.8.3 Explications du résultat net des placements Segment C

	31.12.2023 EUR	31.12.2022 EUR
Intérêts sur comptes courants	0.00	-794.45
Bénéfices/pertes de change sur comptes courants	-1'335.14	6'213.73
Résultat réalisé	-7'766.20	-8'031.11
Résultat non réalisé	-12'859.40	-86'628.65
Résultat brut sur liquidités	-21'960.74	-89'240.48
Résultat réalisé	-37'843.54	-2'966.35
Résultat non réalisé	-597'900.33	-32'001.90
Résultat net sur obligations	-635'743.87	-34'968.25
Résultat réalisé	-22'375.68	-2'966.35
Résultat non réalisé	-230'985.20	-32'001.91
Résultat net sur actions	-253'360.88	-34'968.26
Dividendes	185'542.88	171'231.71
Résultat réalisé	-1'335.86	-51'466.36
Résultat non réalisé	1'292'839.87	-2'089'170.29
Rendement TER	46'551.00	1'014.58
Résultat brut sur fonds de placement	1'523'597.89	-1'867'946.94
Résultat sur contrats de devises à terme	29'534.04	6'635.90
Résultat net sur opérations de dérivés	29'534.04	6'635.90
Commission de gestion	-13'389.40	-13'874.47
Droits de garde et frais divers	-7'913.89	-8'397.67
Frais TER	-46'551.00	-101'458.00
Frais d'administration de la fortune	-67'854.29	-123'730.14
Résultat net des placements Segment C	574'212.15	-2'144'218.17
Résultat net des placements du compte de Direction	-1'054.57	-140.26
Résultat net des placements	21'972'916.38	-34'883'788.94

6.9 Frais de gestion de la fortune

La Commission de haute surveillance a émis une directive pour la présentation des frais de gestion de la fortune à la date du bilan, selon les prescriptions de l'article 48a alinéa 3 OPP2. Cette directive prend effet pour les exercices comptables ouverts dès le 1^{er} janvier 2013. Ces frais de gestion des fonds de placement (frais TER) ont toujours existé. Du fait de la directive de la Commission de haute surveillance, ces frais sont désormais présentés dans les comptes.

Jusqu'au 31 décembre 2012, les rendements des parts de placements collectifs détenus par la CPIC ont été comptabilisés dans les comptes à leur valeur nette. Cela découlait du fait que la valeur d'inventaire de telles parts était calculée après prélèvement de tous les frais internes du placement collectif, dont le total correspond au TER. Dorénavant, ces frais doivent être comptabilisés par la CPIC, avec en contrepartie une augmentation correspondante du rendement de la part du placement collectif concerné, c'est-à-dire à la valeur brute, avant prélèvement des frais internes selon le TER.

	31.12.2023 EUR	31.12.2022 EUR
Frais de gestion de la fortune selon compte d'exploitation	747'902	770'791
Frais de gestion pour les titres dont le TER est connu	492'127	862'278
Total des frais de gestion de fortune comptabilisés	1'240'029	1'633'069
Placements transparents	292'039'711	276'229'088
Placements dont le TER est non connu (selon détail ci-dessous)	2'737'683	2'737'683
Total des placements	294'777'394	278'966'771
Taux de transparence en matière de frais	99.07 %	99.02 %
Pourcentage des frais de gestion de la fortune* comptabilisés dans le compte d'exploitation par rapport au total des placements transparents	0.42 %	0.59 %
Pourcentage des frais de gestion de la fortune* comptabilisés dans le compte d'exploitation par rapport au total du capital de prévoyance des bénéficiaires actifs	0.42 %	0.59 %

* Les pourcentages sont arrondis : le premier est de 0.4207; le 2e est de 0.4204.

Liste des titres dont le TER est non connu au 31 décembre 2023 (non publié ou non accessible lors de l'établissement des comptes annuels)

ISIN	Emetteur	Nom du produit	Valeur de marché EUR	Segment
KYG6772Q1082	1798 Adapt Fd	1798 ADP A USD S1	1'407'790	A
KYG677021605	1798 Bear	1798 BEAR CONX USD F S1	1'093'101	A
KYG6756M3215	1798 Tail	1798 TAIL SYSTE USD F S4	894'959	A

Le Conseil de fondation a analysé la pondération de ces placements et confirmé sa politique de placements.

7 Explications relatives à d'autres postes du bilan et du compte d'exploitation

7.1 Liquidités et placements sur le marché monétaire

	31.12.2023 EUR	31.12.2022 EUR
Caisse	282.40	277.76
Chèques postaux	2'199.01	12'882.39
Avoirs en banques à vue	6'058'235.70	6'203'991.96
Compte de marge	-0.01	30'743.20
Placements monétaires en devises étrangères	1'558'161.86	3'242'639.59
	7'618'878.96	9'490'534.90
Liquidités dans les fonds de placement multi-actifs*	5'618'169.00	10'920'159.61
Total liquidités et placements marché monétaires	13'237'047.96	20'410'694.51

* Les fonds de placement multi-actifs dans lesquels il a été investi ont fait l'objet d'une analyse par catégories d'actifs dont une partie a été classifiée en liquidités.

7.2 Créances

	31.12.2023 EUR	31.12.2022 EUR
Helsana Assurances SA (collective A)	5'800.37	1'300.56
Banque Lombard Odier & Cie SA	20'916.24	19'728.79
Autres créances	7'552.46	0.00
Total créances	34'269.07	21'029.35

7.3 Immeuble

	31.12.2023 EUR	31.12.2022 EUR
Immeuble *	14'521'281.75	13'672'132.14
Provision sur Immeuble **	-2'011'691.52	-1'786'703.85
Total immeuble	12'509'590.23	11'885'428.29

*La valeur de l'immeuble correspond à la dernière estimation faite par l'expert immobilier.

**La provision sur Immeuble a pour but la prise en compte d'une fluctuation de valeur de l'immeuble à long terme. Elle est calculée en fonction d'un budget de travaux à effectuer à moyen terme, budget estimé dans un rapport produit à intervalle régulier par la régie Besson Dumont Delaunay & Cie SA. La réserve est par conséquent alimentée en fonction de cette estimation et réduite ensuite de la valeur des travaux effectués. L'impôt sur la plus-value en cas de vente de l'immeuble est également pris en compte.

La provision est tenue en francs suisses à partir de janvier 2010 et convertie mensuellement au cours euro de fin de mois. La différence de conversion est enregistrée dans le compte de résultat.

	31.12.2023 EUR	31.12.2022 EUR
Provision sur Immeuble au 01.01	1'786'703.85	1'600'340.93
Utilisation de la provision	0.00	0.00
Variation de la provision (effet de change)	15'473.93	79'011.36
Attribution à la provision	98'545.02	107'351.56
	114'018.95	186'362.92
Provision sur Immeuble au 31.12	2'011'691.52	1'786'703.85
Présentation de la provision par type		
Provision pour impôts sur gains immobiliers	1'072'326	1'009'620
Provision pour travaux	939'366	777'084

7.4 Compte de régularisation actif

	31.12.2023 EUR	31.12.2022 EUR
Loyers à recevoir	4'657.57	5'177.18
Impôts anticipés à récupérer	455'636.04	464'036.26
Intérêts courus	358'307.41	234'578.41
Dividendes à recevoir	26'708.00	5'420.36
Charges payées d'avance	0.00	10'583.49
Total compte de régularisation actif	<u>845'309.02</u>	<u>719'795.70</u>

7.5 Dettes

	31.12.2023 EUR	31.12.2022 EUR
Bénéficiaires sortants en attente de paiement	407'630.09	500'140.18
Total dettes	<u>407'630.09</u>	<u>500'140.18</u>

7.6 Compte de régularisation passif

	31.12.2023 EUR	31.12.2022 EUR
Compte inter-compartiments	0.00	0.00
Charges à payer	527.07	0.00
Versements reçus mais non attribués	0.00	937.46
Autres postes	139'023.95	138'259.10
Total compte de régularisation passif	<u>139'551.02</u>	<u>139'196.56</u>

7.7 Provisions générales

	31.12.2023 EUR	31.12.2022 EUR
Provision communication	6'884.55	10'422.25
Droits d'entrée fixe (max. CHF 100'000.00)	107'565.05	101'275.05
Droits d'entrée en excédent	21'326.05	23'446.52
Total provisions générales	<u>135'775.65</u>	<u>135'143.82</u>

Cette provision est à disposition du Conseil de Fondation en cas d'événements extraordinaires.

Le montant des droits d'entrée fixe est libellé en francs suisses (max CHF 100'000); le montant des droits d'entrée en excédent est, quant à lui, comptabilisé en euros.

Remarques:

- Nouvelle répartition comptable des Droits d'entrée (fixe / en excédent) depuis le 01.01.06.

7.8 Autres produits et autres charges

	31.12.2023 EUR	31.12.2022 EUR
Produits extraordinaires	0.00	50'501.71
Autres revenus	24'571.75	29'277.63
Total autres produits	24'571.75	79'779.34

Remarque:

- Autres revenus: inclut les produits de secrétariat et la participation aux frais administratifs des Rentes Genevoises

	31.12.2023 EUR	31.12.2022 EUR
Autres frais		
Intérêts négatifs	0.00*	5'525.49*
Participation aux frais généraux	0.37	0.01
Autres charges	869.61	0.00
Autres frais bancaires	976.34	619.66
Total autres frais	1'846.31	6'145.15

* Dès 2015, introduction de taux d'intérêt négatifs sur les comptes courants fixés par la Banque Nationale Suisse (BNS). Ils représentent un coût pour l'administration qui ne peut pas être affecté aux segments. Les taux d'intérêts négatifs ont été abandonnés par la (BNS) fin septembre 2022.

7.9 Frais d'administration

	31.12.2023 EUR	31.12.2022 EUR
Salaires et charges sociales patronales	264'849.72	243'563.20
Honoraires de comptabilité	352'303.09	340'014.17
Honoraires organe de révision	36'567.08	35'299.80
Honoraires Service de surveillance des Fondations	9'495.83	8'658.78
Honoraires juridiques	12'922.99	17'139.11
Honoraires divers	12'278.24	9'105.50
Matériel de bureau	578.55	1'239.11
Fournitures de bureau	1'673.86	984.69
Frais informatiques	15'632.40	23'914.26
Frais de bureau, ports, téléphones	19'755.33	15'322.98
Frais d'imprimerie	3'401.75	3'922.85
Frais de voyage et de représentation	10'271.41	11'416.52
Frais d'organisation Assemblée Générale	560.00	4'770.00
Frais de location	24'497.36	24'582.72
Indemnités du CF	64'126.40	60'276.14
et charges sociales patronales		
Total frais d'administration	828'914.01	800'209.83

Les frais d'administration sont exclusivement en francs suisses. Le total des frais d'administration 2022 était de CHF 804'226.45, celui de 2023 est de CHF 804'991.10.

7.10 Honoraires de l'organe de révision

Les honoraires de l'organe de révision concernent uniquement des prestations d'audit (CHF 33'000 en 2022 et 2023 hors débours et TVA).

8 Demandes de l'autorité de surveillance

Selon son courrier du 29 août 2023, l'autorité de surveillance a demandé de ventiler par catégories d'actifs les fonds de placement des segments B et C figurant au point 6.5.2 et 6.5.3. Cela a été réalisé pour 2022 et 2023.

9 Autres informations relatives à la situation financière

Aucune information particulière à signaler.

10 Evénements postérieurs à la date du bilan

Aucune information particulière à signaler.

IVd Fiche technique au 31 décembre 2023

(ne fait pas partie des comptes annuels)

Adresse de l'immeuble	22, rue Merle-d'Aubigné	
Surface en m ²	659 m ²	
Nombre d'appartement – pièces	10 appartements de 3 pièces 15 appartements de 4 pièces 5 appartements de 5 pièces 1 appartement de 5,5 pièces 1 appartement de 6,5 pièces 1 arcade de 150 m ² 1 dépôt de 42 m ² au sous-sol 1 dépôt de 7.20 m ² au sous-sol 1 dépôt de 27.50 m ² au sous-sol 1 dépôt de 375 m ² au rez	
Montant des loyers		CHF 600'918.00
Année de construction	1973	
Date d'achat	janvier 1980	
Date de sortie du régime HLM	1996	
Date et montant gros travaux	Année 2023 Peinture séjour et cuisine appart. N°51	CHF 3 505,00

Valeur comptable de l'immeuble	CHF 13'500'000.00
Hypothèque	CHF 0.00
Fonds propres investis	CHF 13'500'000.00
Rendement brut (600'918.00/13'500'000.00 = 4.45 %)	CHF 600'918.00 (4.45 %)
Rendement net (avant impôts) (486'186/13'500'000.00 = 3.60 %)	CHF 486'186 (3.60 %)
Impôts	Payé directement par le propriétaire
Provision pour gros travaux	CHF 106'000.00
Provision pour impôt sur la plus-value	à déterminer par la fiduciaire de la CPIC

Commentaire

Il est prévu une provision pour gros travaux de CHF 106'000.00 conformément au tableau des interventions pour le maintien de la valeur de l'immeuble, actualisé en 2023.

Les travaux effectués en 2023 ont consisté à la réfection des peintures du séjour et de la cuisine de l'appartement N°51.

L'établissement d'un audit énergétique (CECB+) a également été effectué sur cet exercice. Un acompte de CHF 2'245.55 avait été réglé sur 2022 et le solde de CHF 5'239.60 a été payé en 2023. Une subvention de CHF 1'500.00 a été octroyée.

N.B. tous les montants sont indiqués en francs suisses.

V. Rapport de l'organe de révision

Opinion d'audit

Nous avons effectué l'audit des comptes annuels de Fondation privée Caisse de Prévoyance des Interprètes de Conférence (CPIC) (l'institution de prévoyance), comprenant le bilan au 31 décembre 2023 et le compte d'exploitation pour l'exercice clos à cette date ainsi que l'annexe, y compris un résumé des principales méthodes comptables.

Selon notre appréciation, les comptes annuels ci-joints sont conformes à la loi suisse, à l'acte de fondation et aux règlements.

Fondement de l'opinion d'audit

Nous avons effectué notre audit conformément à la loi suisse et aux Normes suisses d'audit des états financiers (NA-CH). Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces dispositions et de ces normes sont plus amplement décrites dans la section «Responsabilités de l'organe de révision relatives à l'audit des comptes annuels» de notre rapport. Nous sommes indépendants de l'institution de prévoyance, conformément aux dispositions légales suisses et aux exigences de la profession, et avons satisfait aux autres obligations éthiques professionnelles qui nous incombent dans le respect de ces exigences.

Nous estimons que les éléments probants recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Autres informations

La responsabilité des autres informations incombe au Conseil de Fondation. Les autres informations comprennent toutes les informations présentées dans le rapport de gestion, à l'exception des comptes annuels et de notre rapport correspondant.

Notre opinion d'audit sur les comptes annuels ne s'étend pas aux autres informations et nous n'exprimons aucune forme d'assurance que ce soit sur ces informations.

Dans le cadre de notre audit des comptes annuels, notre responsabilité consiste à lire les autres informations et, ce faisant, à apprécier si elles présentent des incohérences significatives par rapport aux comptes annuels

ou aux connaissances que nous avons acquises au cours de notre audit ou si elles semblent, par ailleurs, comporter des anomalies significatives.

Si, sur la base des travaux que nous avons effectués, nous arrivons à la conclusion que les autres informations présentent une anomalie significative, nous sommes tenus de le déclarer. Nous n'avons aucune remarque à formuler à cet égard.

Responsabilités du Conseil de Fondation relatives aux comptes annuels

Le Conseil de Fondation est responsable de l'établissement des comptes annuels conformément aux dispositions légales, à l'acte de fondation et aux règlements. Il est en outre responsable des contrôles internes qu'il juge nécessaires pour permettre l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Responsabilités de l'organe de révision relatives à l'audit des comptes annuels

Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, et de délivrer un rapport contenant notre opinion d'audit. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, mais ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément à la loi suisse et aux NA-CH permettra de toujours détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce que, prises individuellement ou collectivement, elles puissent influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes annuels prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément à la loi suisse et aux NA-CH, nous exerçons notre jugement professionnel tout au long de l'audit et faisons preuve d'esprit critique.

En outre :

- Nous identifions et évaluons les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, concevons et mettons en oeuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant de fraudes est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, des omissions volontaires, de fausses déclarations ou le contournement de contrôles internes.
- Nous acquérons une compréhension du système de contrôle interne pertinent pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, mais non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité de contrôle interne de l'institution de prévoyance.
- Nous évaluons le caractère approprié des méthodes comptables appliquées et le caractère raisonnable des estimations comptables ainsi que des informations y afférentes.

Nous communiquons au Conseil de Fondation ou à sa commission compétente, notamment nos constatations d'audit importantes, y compris toute déficience majeure dans le contrôle interne relevée au cours de notre audit.

Rapport sur d'autres obligations légales et réglementaires

Le Conseil de Fondation répond de l'exécution de ses tâches légales et de la mise en oeuvre des dispositions statutaires et réglementaires en matière d'organisation, de gestion et de placements. Nous avons procédé aux vérifications prescrites à l'art. 52c, al. 1, LPP et à l'art. 35 OPP 2.

Nous avons vérifié si :

- l'organisation et la gestion étaient conformes aux dispositions légales et réglementaires, et s'il existait un contrôle interne adapté à la taille et à la complexité de l'institution ;
- les placements étaient conformes aux dispositions légales et réglementaires ;
- les mesures destinées à garantir la loyauté dans l'administration de la fortune avaient été prises et si le respect du devoir de loyauté ainsi que la déclaration de liens d'intérêt étaient suffisamment contrôlés par l'organe suprême ;
- les indications et informations exigées par la loi avaient été communiquées à l'autorité de surveillance ;
- les actes juridiques passés avec des personnes proches qui nous ont été annoncés garantissaient les intérêts de l'institution de prévoyance.

Nous attestons que les dispositions légales, statutaires et réglementaires applicables en l'espèce ont été respectées.

Nous recommandons d'approuver les comptes annuels qui vous sont soumis.

PricewaterhouseCoopers SA

Stéphane Jaquet
Expert-réviseur agréé
Réviseur responsable

Elsa Ferreira Filipe
Experte-révisseuse agréée

Genève, le 15 mars 2024

VI. INFORMATIONS DIVERSES

Madame Anne TROILLET, Présidente
p/a CPIC

Monsieur Daniel ANDRÉ, Vice-Président +32-475 69 55 44
d.andre@cpic.ch

Madame Stefka IVANOVA +33-6 24 95 17 77
s.ivanova@cpic.ch

Madame Anne-Marie ARBAJI-SFEIR +33-6 31 16 85 13
arbajanna@gmail.com

Madame Françoise LANDGRAF +41-79 544 00 23
f.landgraf@cpic.ch

Composition du secrétariat

Madame Anne MORNAL-NASSRALAH
Madame Jacqueline VICARIO-LOCCI, Directrice
Madame Daniela ZGRAGGEN

ADRESSE DE LA CPIC

Rue du Stand 51
CH-1204 GENÈVE

Téléphone : +41-22 310 59 20 (matin seulement)
E-mail : cpic@cpic.ch
Internet : <http://www.cpic.ch>

Réception au bureau de la CPIC sur rendez-vous.

ADRESSE BANCAIRE CPIC

Bénéficiaire: CPIC
Compte du bénéficiaire (IBAN): CH430876000008569100
Banque du bénéficiaire: LOMBARD ODIER & CIE SA
Swift code LOCYCHGG
Clearing 8760
Réf.: « Pour compte individuel I..... au nom de »

Caisse de **P**révoyance des **I**nterprètes de **C**onférence

Rue du Stand 51 • CH-1204 GENÈVE

Tél.: +41 22 310 5920

e-mail: cpic@cpic.ch • internet: www.cpic.ch